

à tempérament, nos stocks seraient encore plus considérables. Je parle, bien entendu, des biens durables: voitures, machinerie lourde et maisons, qu'on ne pourrait se procurer sans l'échelonnement des versements. Mais je tiens à souligner que le niveau actuellement élevé des achats à tempérament peut poser un grave problème assez prochainement, étant donné que le pouvoir d'achat pourrait être affecté au paiement des dettes plutôt qu'à l'achat des biens et services produits à ce moment-là.

Encore ici, il me semble qu'une réduction sensible des impôts, surtout des impôts occultes qui frappent les denrées, serait de nature à alléger la situation et à rétablir au moins en partie le pouvoir d'achat du dollar.

Nous savons tous que notre appareil fiscal entrave notre commerce domestique et d'exportation. Les impôts entrent dans le prix de revient et diminuent le pouvoir d'achat de notre dollar. Aussi, la plupart des pays n'ont plus les moyens d'acheter chez nous des produits qu'ils avaient l'habitude d'y acheter.

Par suite de l'épuisement de leurs ressources et des dommages dont leurs moyens de production avaient été l'objet, plusieurs pays ont été contraints d'acheter chez nous durant la guerre et pendant peu de temps après le conflit; mais il n'en est plus ainsi. Les stimulants artificiels qui aiguillonnaient notre économie peu après la guerre ont disparu. Un grand nombre des pays qui étaient auparavant de nos clients ont rétabli leur industrie et ils vendent maintenant leurs produits à meilleur marché que les nôtres, parce que nombre d'impôts occultes que notre régime fiscal exige de nos producteurs n'existent pas chez eux. Une personne intelligente ne profite-elle pas toujours de l'expérience d'autrui? Pour une raison ou pour une autre, nous nous y refusons.

Au cours du débat, on a parlé de l'extraordinaire relèvement de l'Allemagne, qui m'intéresse vivement, vu que j'ai eu la bonne fortune d'y passer plusieurs années à titre d'étudiant. A ce propos, nous devons nous rappeler que le 8 mai 1945, ce pays était divisé en trois régions, dont chacune était occupée par une puissance différente. Jusqu'alors, les territoires en cause dépendaient l'un de l'autre, sur le plan économique. Pour avoir une idée d'ensemble du chaos, il faut se rappeler que plus 10 millions de réfugiés sans le sou d'autres régions de l'Europe ont inondé l'Allemagne occidentale. Il faut aussi tenir compte des dommages de guerre, du démantèlement de l'industrie, de l'atmos-

phère générale d'abattement et du manque d'espoir de trouver une solution, ainsi que d'autres faits et d'autres attitudes que l'on y constatait.

Je pense qu'il y a lieu d'examiner ce qui s'est passé là-bas au point de vue rétablissement économique. En effet, chose assez surprenante, l'Allemagne est un des pays les plus prospères en Europe; à la vérité, elle constitue dans le domaine du commerce international une menace pour les pays mêmes qui, il y a quelques années, lui ont infligé la défaite au cours de la guerre.

J'ai à la main un livre extrêmement intéressant, intitulé *Germany Reports*. C'est une étude sereine et objective de tout le problème. On y compte 84 chapitres et 84 tableaux. Il est publié par le service de presse et d'information de la République fédérale allemande. Tout d'abord, je désire donner lecture de ce que je considère comme un passage succinct relatif aux programmes économiques et sociaux qu'on y a poursuivis pour assurer le rétablissement économique.

M. Blackmore: L'honorable député pourrait-il m'indiquer la date?

M. Holowach: Cette publication a été imprimée en 1953. Nous trouvons le passage suivant, ayant trait aux années 1948-1952:

Deux méthodes de reconstruction économique s'offraient. Elles différaient toutes deux non seulement quant à la forme extérieure de l'organisation économique préconisée, mais surtout quant au rôle attribué au gouvernement dans le domaine économique et à la position du citoyen dans l'Etat et au sein de la société. C'était l'économie dirigée et le marché libre.

A première vue, l'idée de diriger le relèvement économique en suivant un programme d'ensemble peut paraître alléchante. Mais, en réalité, une politique d'économie dirigée ne pourrait signifier autre chose que la continuation du principe dont on s'inspirait antérieurement et qui consistait à réglementer bureaucratiquement, jusqu'au moindre détail, l'activité économique. Les leçons du passé nous enseignent, toutefois, que ce genre de principe étouffe l'initiative, le désir d'accomplissement et le sens de responsabilité, qui sont, cependant, les forces les plus fécondes de l'économie. La libre initiative du particulier est remplacée par l'autorité d'un Etat tout-puissant et la soumission de ses "sujets". Outre la signification qu'aurait, sur le plan politique, une décision en faveur de l'économie dirigée, qui réglerait les rapports de l'individu avec l'Etat et la société en le rendant dépendant, en le subjuguant, il reste qu'on ne peut se démettre, dans le domaine purement économique, des forces spirituelles et morales qui ne fleurissent que dans un climat de liberté. Plus le pays est pauvre en richesses matérielles, moins il peut renoncer à ces forces. Pour des raisons d'ordre politique autant que purement économique, le Conseil de la zone économique d'ensemble et, plus tard, le gouvernement fédéral ont donc convenu d'adopter un régime économique dont les éléments dominants pourraient à nouveau être la liberté de décision, l'initiative, la réalisation et le sens des responsabilités.